

Dans l'ombre des contrats, Le Monde du 6 janvier 2011

L'ex-conseiller de François Léotard à la défense, de 1993 à 1995, a été un rouage essentiel de la machine balladurienne. Aujourd'hui, il est au centre de l'enquête judiciaire sur l'attentat de Karachi, en 2002

Dans les journaux de l'époque (1993-1995), Renaud Donnedieu de Vabres n'apparaît quasiment pas. Une simple mention parfois, au détour d'un article. Une ligne dans les organigrammes. Mais presque pas de photos. Ceux qui fréquentèrent François Léotard se souviennent pourtant qu'il n'était jamais bien loin dans son sillage. Toujours en conseiller de l'ombre. Le voilà, quinze ans plus tard, en pleine lumière, à son corps défendant.

Dans l'enquête judiciaire sur l'attentat de Karachi, qui a fait onze victimes françaises en 2002, le rôle de Renaud Donnedieu de Vabres apparaît pourtant central. Au coeur de la machine de guerre balladurienne, et de son financement. Il est, selon plusieurs témoins, celui qui a imposé les intermédiaires sulfureux, lors de la signature de deux contrats d'armement, Agosta et Sawari II, alors que rien, dans son parcours personnel, ne le prédestinait à ce type de mission. Ces deux contrats auraient, selon les enquêteurs, permis le retour en France de rétrocommissions. Pour financer la campagne d'Edouard Balladur ?

Retournons quelques années en arrière. En 1993, François Léotard, patron du Parti républicain et tout frais ministre de la défense, un temps affublé du surnom flatteur de "*Kennedy à la française*" prend, en virtuose médiatique, toute la lumière. Pas " Donnedieu ". Ce dernier passe d'abord pour un charmant dandy, conseiller discret et surtout patron d'un club de fans de François Léotard. Dans les années 1980, ceux-là faisaient partie de la " bande à Léo ", un groupe de quadragénaires modernes, adeptes du libéralisme et du marathon de New York. Ils ont un peu vieilli, mais la " bande " a gardé ses rituels amicaux.

Lorsqu'il débarque à l'Hôtel de Brienne, cela fait longtemps que François Léotard désire ardemment occuper le portefeuille de la défense. Il s'est coupé les cheveux ras et, hormis le cabinet militaire de composition classique, a fait venir ses fidèles. Renaud Donnedieu de Vabres y occupe la place centrale de ceux qui ont la confiance absolue du ministre.

Plus encore que Léotard, lui-même fils d'un conseiller à la Cour des comptes et ancien maire de Fréjus, " Donnedieu " est un héritier. Enarque comme son mentor, il a traversé la promotion Voltaire, celle de Ségolène Royal, de François Hollande et de Dominique de Villepin. Il est le fils de Jacques Donnedieu de Vabres, maître des requêtes au Conseil d'Etat, le neveu de Jean Donnedieu de Vabres, ancien secrétaire général du gouvernement et négociateur du traité de Rome, et le petit-fils d'Henri Donnedieu de Vabres, magistrat qui fut juge au procès de Nuremberg. Né à Neuilly-sur-Seine, d'une famille protestante d'origine cévenole, il n'a jamais imaginé autre chose que de poursuivre la tradition familiale au service de l'Etat.

Au cabinet du ministre de la défense, " Donnedieu " a jeté son dévolu sur le bureau d'ordinaire occupé par le directeur de cabinet, sans en avoir toutefois le titre ni même l'emploi. En fait, son rôle tient bien plus à sa proximité particulière avec François Léotard, "*entre le conseiller politique et l'aide de camp*", dit-il aujourd'hui.

Il règne autour du ministre une atmosphère foutraque et séduisante, hors de la composition habituelle des administrations. François Léotard s'y comporte en prince. "*Il voulait vivre comme un grand patron, sans s'occuper des choses matérielles*", se souvient Hervé Morin, alors jeune conseiller. Lors de la première cohabitation, Léotard et ses amis Alain Madelin et Gérard Longuet ont eu le sentiment d'assister, sans y participer, à la bataille acharnée du RPR pour imposer - en vain - Jacques Chirac à la présidentielle de 1988. Ils ont vu la puissance financière du parti gaulliste. Ses réseaux. Ses militants. En 1993, la " bande à Léo " se sent déniaisée, en mesure de peser et d'apporter au premier ministre, Edouard Balladur, son expérience politique, la structure et... l'argent du Parti républicain.

Il y a de la concurrence cependant. Au sein du gouvernement, Charles Pasqua tient l'intérieur. Il a déjà placé ses hommes à la tête de la Sofremi, une société d'exportation de matériel de sécurité français. François Léotard, lui, a nommé l'un de ses fidèles, Jacques Douffiagues, à la tête de la Sofresa, autre société d'exportation des systèmes d'armes français. Chaque contrat, et c'est alors permis, est l'occasion de verser d'importantes commissions et de nouer de vénéreuses relations avec des intermédiaires normalement peu fréquentables par un pouvoir politique.

Un ancien membre éminent du cabinet Léotard assure : " *Donnedieu, homme lige de Léotard, s'occupait des affaires réservées. Donc des contrats d'armement. Donc aussi des intermédiaires.* " Il fréquente alors des hommes à mallette noire et lunettes fumées venus d'Asie ou d'Orient. Lui, le fils de bonne famille, peut-il les gérer ? " *On ne fricote pas avec des mecs pareils !*, lâche un ex de la "bande à Léo". *C'est comme si un scout allait déjeuner chez Jacques Mesrine ! C'est excitant, mais on peut attraper la vérole...* " Un ancien haut responsable de la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) se souvient aussi : " *Donnedieu, c'était le frère de Léotard ! On savait qu'il se rendait en Arabie saoudite, notamment...* "

Renaud Donnedieu de Vabres affirme aujourd'hui que les " *émissaires des marchés d'armement étaient imposés par les pays* ". Mais bon nombre d'éléments, dans le dossier judiciaire, désignent son implication. " *Tout Paris sait qui a imposé les intermédiaires libanais dans le dossier Agosta. Renaud Donnedieu de Vabres traitait tout cela directement, je ne l'accuse pas, il l'a dit lui-même, c'est un constat partagé, il référait en personne au ministre* ", nous avait assuré le chef du cabinet civil, Patrice Molle (Le Monde du 29 novembre 2010).

Au ministère, dans le salon d'attente de Renaud Donnedieu de Vabres, les huissiers constatent le passage régulier d'hommes intrigants, Ziad Takiédine et Abdul Rahman El-Assir. Deux intermédiaires libanais, bien connus de la DGSE. Au cabinet de François Léotard, certains s'inquiètent, contactent les services secrets, qui les mettent en garde. Mais Renaud Donnedieu de Vabres n'en a cure.

Et ces deux hommes d'affaires parviendront à se greffer, selon la procédure judiciaire, sur les dernières tractations liées à Agosta et Sawari II. Interrogé par le juge Marc Trévidic, Gérard-Philippe Ménayas, ancien haut responsable de la Direction des constructions navales (DCN), assure même que " *Ziad Takiédine a été imposé, en 1994, par le pouvoir politique ainsi qu'Abdul Rahman El-Assir (...). Quand je parle de pouvoir politique, c'est le ministre de la défense - François Léotard - ou son cabinet.* " Autre membre de la direction de la DCN, Emmanuel Aris précise au magistrat : " *En 1994, M. Castellan - président de DCN International - m'a demandé d'aller voir M. Takiédine. Il lui avait été présenté par M. Donnedieu de Vabres (...). D'après ce que m'a dit M. Castellan, le nom de Takiédine lui avait été donné par les autorités françaises.* "

A quelques semaines du premier tour de la présidentielle, en 1995, il n'est pas rare d'entendre Renaud Donnedieu de Vabres dire en souriant : " *Les Saoudiens ont voté Balladur.* " Il faut alors se souvenir que le cheikh saoudien Ali Ben Mussalam, autre intermédiaire au profil inquiétant, suspecté d'avoir aidé entre autres Ben Laden, déjeune au ministère de la défense avec M. Léotard dès le 21 décembre 1994. Le 2 janvier 1995, selon des documents produits dans un livre (*Le Contrat*, de Fabrice Arfi et Fabrice Lhomme, éditions Stock), le cheikh est encore à Paris, pour voir François Léotard. C'est aussi en janvier 1995 que Renaud Donnedieu de Vabres intègre l'équipe de campagne d'Edouard Balladur. Selon l'agenda de l'intermédiaire à la date du 10 mars 1995, il est mentionné : " *10 h 45. Cheikh Ali rencontre au Prince de Galles Donnedieu de Vabres et Ziad Takiédine.* " Les trois hommes se revoient dans le palace, le 13 avril.

Mais, après la défaite d'Edouard Balladur, la " bande à Léo " va être contrainte de quitter les allées du pouvoir. " *On s'est retrouvés à quelques-uns à se tenir chaud sur le trottoir* ", se souvient Renaud Donnedieu de Vabres. En quelques années, François Léotard va perdre ses certitudes. Il a subi un triple pontage coronarien. Il finira par accepter sans sourciller la fleur que Jacques Chirac lui fera : être nommé, en 2001, au tour extérieur de l'inspection des finances, deux ans avant l'âge de la retraite, afin de bénéficier des quelque 9 000 euros de pension mensuels afférents.

Du coup, Renaud Donnedieu de Vabres se sent libre de se rapprocher, lui aussi, du président de la République. C'est un homme qui a gardé ses réseaux et un caractère charmant. Chaque été, il loue une maison en Corse avec sa meilleure amie, Claire Chazal. Il entretient de bonnes relations à gauche et la droite lui connaît peu d'ennemis. En 2002, c'est lui que Jean-Pierre Raffarin et Chirac choisissent comme ministre des affaires européennes. Les " affaires " vont pourtant le rattraper. La justice retrouve la trace de 5 millions de francs en liquide, déposés pour le compte du Parti républicain dans une banque luxembourgeoise. Condamné, en 2004, à une amende de 15 000 euros, il s'en sort cependant politiquement : la droite a toujours eu la certitude qu'il n'a jamais oeuvré que pour le compte de François Léotard. Le voilà donc nommé, malgré les " affaires ", ministre de la culture, ce dont il a toujours rêvé. Son ancien condisciple de l'ENA, Dominique de Villepin, devenu premier ministre, l'y reconduira jusqu'en 2007.

D'un caractère urbain, d'une parfaite éducation, Donnedieu a pris soin de ne jamais s'aliéner un camp. Si la vie politique ne lui a plus souri après 2007 - il n'est pas reconduit au gouvernement après l'élection de Nicolas Sarkozy et est, pour la deuxième fois, battu aux municipales de Tours, en 2008 -, il n'a pas tout à fait perdu son entregent. Depuis le 1er mars 2009, il a mis son carnet d'adresses au service de l'homme d'affaires Alexandre Allard, qui ambitionne de reprendre et d'exploiter le splendide hôtel de la Marine, place de la Concorde. Dans l'ombre, encore une fois.

Raphaëlle Bacqué et Gérard Davet